

Composition Des Dépenses Publiques Et Croissance Economique : Evidence Empirique De La Republique Democratique Du Congo

Par :

Rachel MUCHIGA FEZA

Chercheuse au CRESH

Hortense ITUKU LUAFA

Chercheuse au CRESH

Achille WALOMBUA TUSEVO

Chercheur au CRESH

Jean Jacques NSUMBU KIADI

Chef de travaux à l'ISTC Matadi

Résumé

Cette étude analyse l'impact de la composition des dépenses publiques sur la croissance économique en République démocratique du Congo à l'aide d'un modèle ARDL sur données de séries temporelles. Elle s'inscrit dans le cadre des théories de la croissance endogène et met l'accent sur la distinction entre dépenses d'investissement et dépenses courantes. Les résultats empiriques révèlent l'existence d'une relation de long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique. Les dépenses d'investissement exercent un effet positif, significatif et durable sur la croissance, tandis que les dépenses courantes ont un impact négatif ou faible. L'étude confirme également le rôle complémentaire de l'investissement privé et de l'ouverture commerciale dans la dynamique de croissance. Elle met en évidence l'importance déterminante de la qualité institutionnelle dans l'efficacité des dépenses publiques. Le mécanisme de correction d'erreur montre une convergence rapide vers l'équilibre de long terme. En conclusion, une réorientation des dépenses publiques vers les investissements productifs est essentielle pour soutenir une croissance durable et inclusive en RDC.

Mots-clés : Croissance économique ; Dépenses publiques ; Composition budgétaire ; Dépenses d'investissement; Modèle ARDL ; Politique budgétaire.

Abstract

This study examines the impact of the composition of public expenditure on economic growth in the Democratic Republic of the Congo using an Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model based on time-series data. It is grounded in endogenous growth theories and emphasizes the distinction between capital (investment) expenditure and current expenditure. The empirical findings reveal the existence of a long-run relationship between public expenditure and economic growth. Investment expenditure has a positive, significant, and lasting effect on growth, whereas current expenditure exerts a negative or weak impact. The study also confirms the complementary role of private investment and trade openness in fostering economic growth. Furthermore, it highlights the crucial importance of institutional quality in enhancing the effectiveness of public spending. The error correction mechanism indicates a rapid convergence toward the long-run equilibrium. In conclusion, reorienting public expenditure toward productive investments is essential for promoting sustainable and inclusive economic growth in the Democratic Republic of the Congo.

Keywords: Economic Growth; Public Expenditure; Budget Composition; Investment Expenditure; ARDL Model; Fiscal Policy.

1. Problématique

La question de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique occupe une place centrale dans la littérature économique depuis plusieurs décennies. Les théories keynésiennes soutiennent que l'intervention de l'État à travers les dépenses publiques constitue un levier essentiel pour stimuler la demande globale, soutenir l'investissement et

favoriser la croissance économique (Keynes, 1936). À l'inverse, les approches néoclassiques considèrent qu'une augmentation excessive des dépenses publiques peut entraîner des effets d'éviction sur l'investissement privé, réduire l'efficacité économique et freiner la croissance à long terme (Barro, 1990).

Au-delà du niveau global des dépenses publiques, les recherches récentes mettent davantage l'accent

sur leur composition. En effet, toutes les catégories de dépenses publiques ne produisent pas les mêmes effets sur l'activité économique. Certaines dépenses, dites productives, notamment celles consacrées à l'éducation, à la santé, aux infrastructures et à la recherche-développement, contribuent à l'accumulation du capital humain et physique, améliorant ainsi la productivité et la croissance à long terme (Aschauer, 1989 ; Barro, 1991). En revanche, d'autres dépenses, notamment les dépenses administratives ou de consommation publique, peuvent avoir un impact limité, voire négatif, sur la croissance économique lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une amélioration de la productivité globale.

Les travaux empiriques menés dans différents contextes nationaux montrent cependant des résultats contrastés. Par exemple, Devarajan, Swaroop et Zou (1996) démontrent que dans plusieurs pays en développement, certaines dépenses considérées traditionnellement comme productives ne génèrent pas nécessairement les effets attendus sur la croissance économique. De même, Bose, Haque et Osborn (2007) soulignent que l'efficacité de la structure des dépenses publiques dépend fortement de la qualité des institutions, du niveau de développement économique et des capacités administratives des États.

Dans les pays africains, la question revêt une importance particulière en raison de l'insuffisance des ressources publiques et des besoins considérables en infrastructures, en santé et en éducation. Plusieurs études montrent que la faiblesse de la qualité institutionnelle, la corruption et les inefficacités administratives limitent souvent l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique (Rajkumar et Swaroop, 2008). Ainsi, l'augmentation des dépenses publiques ne garantit pas automatiquement une amélioration des performances économiques si leur allocation sectorielle demeure inefficace.

La République démocratique du Congo (RDC) constitue un terrain d'analyse particulièrement pertinent. Malgré l'abondance de ses ressources naturelles et les importantes réformes budgétaires engagées depuis les années 2000, le pays continue d'afficher des déficits importants en matière d'infrastructures, de santé, d'éducation et de services publics. Les dépenses publiques ont connu une progression notable au cours des dernières décennies, mais cette augmentation ne s'est pas

toujours traduite par une croissance économique durable ni par une amélioration significative des conditions de vie de la population.

En effet, selon les rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, une part importante des ressources budgétaires de la RDC reste orientée vers les dépenses courantes au détriment des dépenses d'investissement susceptibles de soutenir la croissance à long terme. Cette situation soulève des interrogations quant à l'efficacité de la structure actuelle des dépenses publiques et à sa capacité à générer une croissance économique inclusive et durable.

Par ailleurs, la littérature consacrée à la RDC s'est principalement focalisée sur le volume global des dépenses publiques ou sur la relation entre finances publiques et croissance économique, sans accorder une attention suffisante à la composition sectorielle des dépenses publiques. Or, l'identification des catégories de dépenses les plus favorables à la croissance constitue un enjeu majeur pour l'orientation des politiques budgétaires dans un contexte marqué par la rareté des ressources financières et la nécessité d'accélérer le développement économique.

Dès lors, plusieurs interrogations demeurent. Les différentes composantes des dépenses publiques exercent-elles des effets différenciés sur la croissance économique en République démocratique du Congo ? Quelles catégories de dépenses contribuent le plus significativement à la croissance économique ? Les dépenses d'investissement sont-elles plus productives que les dépenses courantes ? Dans quelle mesure la structure des dépenses publiques explique-t-elle les performances économiques observées en RDC ?

Ces préoccupations conduisent à la question centrale suivante :

Comment la composition des dépenses publiques influence-t-elle la croissance économique en République démocratique du Congo ?

De cette question principale découlent les questions spécifiques suivantes :

1. Quel est l'effet des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique en RDC ?
2. Quel est l'impact des dépenses publiques courantes sur la croissance économique ?
3. Existe-t-il une différence significative entre les effets des différentes catégories de

dépenses publiques sur la croissance économique ?

4. Quelle structure optimale des dépenses publiques permettrait de maximiser la croissance économique en RDC ?

L'objectif général de cette recherche est donc d'analyser empiriquement l'effet de la composition des dépenses publiques sur la croissance économique en République démocratique du Congo afin d'identifier les catégories de dépenses les plus favorables à la croissance et d'orienter les décideurs publics vers une allocation plus efficiente des ressources budgétaires

2. Revue de la littérature

2.1. Revue théorique

L'analyse du rôle des dépenses publiques dans l'économie trouve son fondement dans les travaux de John Maynard Keynes (1936). Selon l'approche keynésienne, les dépenses publiques constituent un instrument essentiel de stabilisation macroéconomique. Lorsque la demande privée est insuffisante, l'État peut intervenir par l'augmentation de ses dépenses afin de stimuler la demande globale, favoriser l'investissement, accroître l'emploi et soutenir la croissance économique.

Dans cette perspective, les dépenses publiques exercent un effet multiplicateur sur l'économie. Une augmentation des dépenses gouvernementales entraîne une hausse du revenu national supérieure à l'impulsion budgétaire initiale. Ainsi, les dépenses d'investissement public dans les infrastructures, l'éducation et la santé contribuent à améliorer les conditions de production et à stimuler durablement la croissance économique.

Toutefois, cette approche a été critiquée par les économistes néoclassiques qui considèrent que l'intervention excessive de l'État peut générer des distorsions économiques et réduire l'efficacité des marchés.

Les économistes néoclassiques soutiennent que l'augmentation des dépenses publiques financées par l'endettement ou la fiscalité peut provoquer un effet d'éviction (« crowding out ») de l'investissement privé (Barro, 1990). Selon cette approche, les ressources étant limitées, une augmentation des dépenses publiques réduit la disponibilité des capitaux pour le secteur privé, entraînant une hausse des taux d'intérêt et une diminution de l'investissement productif.

Barro (1990) distingue ainsi les dépenses publiques productives, susceptibles d'accroître la productivité marginale du capital privé, des dépenses improductives qui peuvent ralentir le processus de croissance économique.

La théorie de la croissance endogène développée notamment par Romer (1986), Lucas (1988) et Barro (1990) accorde une place centrale aux dépenses publiques dans le processus de croissance à long terme.

Selon cette approche, certaines dépenses publiques améliorent directement les facteurs de production. Les investissements dans les infrastructures, l'éducation, la santé et la recherche favorisent l'accumulation du capital humain et technologique, générant ainsi des externalités positives qui stimulent durablement la croissance économique.

Barro (1990) montre que les dépenses publiques productives peuvent accroître le taux de croissance de long terme lorsqu'elles sont allouées efficacement. Cette théorie constitue aujourd'hui le principal cadre analytique utilisé pour étudier les effets de la composition des dépenses publiques sur la croissance économique.

Les travaux récents mettent davantage l'accent sur l'efficacité et la qualité de l'allocation des dépenses publiques. Selon Rajkumar et Swaroop (2008), l'impact des dépenses publiques dépend fortement de la qualité des institutions, de la gouvernance et de la capacité administrative de l'État.

Dans les pays caractérisés par une faible qualité institutionnelle, une corruption élevée et une gouvernance déficiente, l'accroissement des dépenses publiques peut produire des résultats limités. Ainsi, la composition des dépenses publiques ne constitue pas à elle seule un facteur déterminant de la croissance ; leur efficacité dépend également de l'environnement institutionnel dans lequel elles sont exécutées.

2.2. Revue empirique

Parmi les premières études empiriques, Aschauer (1989) examine l'effet des infrastructures publiques sur la productivité aux États-Unis. Les résultats montrent que l'investissement public dans les infrastructures exerce un effet positif significatif sur la croissance économique.

Barro (1991), à partir d'un échantillon de près de 100 pays, démontre que certaines dépenses publiques productives favorisent la croissance économique

alors que les dépenses de consommation publique ont tendance à la ralentir.

Devarajan, Swaroop et Zou (1996) analysent la relation entre composition des dépenses publiques et croissance dans 43 pays en développement. Leurs résultats révèlent que les dépenses courantes peuvent parfois avoir un impact plus favorable que les dépenses d'investissement lorsque ces dernières sont inefficacement exécutées. Cette étude remet en question l'idée selon laquelle les dépenses d'investissement seraient systématiquement plus productives.

Bose, Haque et Osborn (2007), à partir d'un panel de 30 pays en développement, montrent que les dépenses consacrées à l'éducation et aux investissements publics favorisent la croissance économique, tandis que certaines dépenses courantes produisent des effets plus limités.

Gemmell, Kneller et Sanz (2011) démontrent que les effets des dépenses publiques dépendent non seulement de leur composition mais également de leur mode de financement. Les auteurs concluent que les dépenses productives génèrent davantage de croissance lorsqu'elles sont financées de manière soutenable.

Dans le contexte africain, plusieurs recherches ont analysé les effets de la structure des dépenses publiques sur la croissance économique.

Gupta, Clements, Baldacci et Mulas-Granados (2005) montrent que les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la santé améliorent significativement le capital humain et favorisent la croissance économique dans les pays à faible revenu.

Afonso, Schuknecht et Tanzi (2010) soulignent que l'efficacité des dépenses publiques constitue un déterminant essentiel de la performance économique des États. Selon eux, les pays qui obtiennent les meilleurs résultats économiques ne sont pas nécessairement ceux qui dépensent le plus, mais ceux qui dépensent le mieux.

Rajkumar et Swaroop (2008), en étudiant plusieurs pays en développement, constatent que les effets positifs des dépenses publiques sont fortement conditionnés par la qualité des institutions. Dans les pays caractérisés par une gouvernance faible, les dépenses publiques produisent des effets nettement plus réduits sur la croissance économique.

En République démocratique du Congo, les travaux empiriques portant sur les dépenses publiques se

sont principalement concentrés sur leur effet global sur la croissance économique.

Mabi Mulumba (2014) montre que les dépenses publiques ont un impact positif mais relativement faible sur la croissance économique congolaise en raison des contraintes institutionnelles et de la faible efficacité de l'administration publique.

Ngoy Kenga (2018) constate que les dépenses d'investissement public contribuent positivement à la croissance économique, mais leur impact demeure limité par l'insuffisance des infrastructures et la faiblesse de la gouvernance économique.

Plus récemment, plusieurs études inspirées des rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international soulignent que la structure des dépenses publiques en RDC demeure dominée par les dépenses courantes, ce qui réduit leur capacité à soutenir une croissance économique durable.

Cependant, malgré ces contributions, peu d'études ont spécifiquement analysé l'effet différencié des diverses composantes des dépenses publiques sur la croissance économique en RDC. Cette insuffisance de travaux empiriques justifie la présente recherche, qui vise à combler ce vide en examinant la contribution respective des dépenses d'investissement et des dépenses courantes à la croissance économique congolaise.

Pour répondre à la problématique portant sur la composition des dépenses publiques et la croissance économique en République démocratique du Congo, la méthodologie peut être formulée comme suit. Cette démarche s'appuie sur l'analyse de la composition sectorielle des dépenses publiques (dépenses d'investissement et dépenses courantes) et leur influence sur la croissance économique. Le cœur de la problématique porte sur les effets différenciés des composantes des dépenses publiques sur la croissance économique.

3. Méthodologie de recherche

3.1. Cadre méthodologique

Cette étude adopte une approche quantitative fondée sur l'économétrie des séries temporelles. L'objectif est d'évaluer l'effet de la composition des dépenses publiques sur la croissance économique en République démocratique du Congo. L'analyse repose sur des données annuelles couvrant la période 1980-2024 (ou selon la disponibilité des données).

Les données peuvent être collectées auprès de :

- Banque mondiale (WDI) ;
- Fonds monétaire international ;
- Banque Centrale du Congo ;
- Ministère du Budget de la RDC.

3.2. Modèle théorique

Le modèle s'inspire des travaux de Barro (1990), Devarajan et al. (1996) et Bose et al. (2007), selon lesquels la croissance économique dépend de la composition des dépenses publiques.

La fonction générale peut être écrite comme suit :

$$PIB_t = f(DINV_t, DCOU_t, INV_t, OUV_t, INF_t)$$

où :

- PIB : croissance économique ;
- DINV : dépenses publiques d'investissement ;
- DCOU : dépenses publiques courantes ;
- INV : investissement privé ;
- OUV : ouverture commerciale ;
- INF : inflation.

3.3. Spécification économétrique

Afin d'analyser l'impact des différentes composantes des dépenses publiques sur la croissance économique, un modèle log-linéaire est spécifié de la manière suivante :

$$\ln PIB_t = \beta_0 + \beta_1 \ln DINV_t + \beta_2 \ln DCOU_t + \beta_3 \ln INV_t + \beta_4 \ln OUV_t + \beta_5 \ln INF_t + \varepsilon_t$$

avec :

- β_1 : Signe positif attendu ($\beta_1 > 0$) ;
- β_2 : Signe négatif attendu ($\beta_2 < 0$) bien que son effet puisse être ambigu ;
- β_3 : Signe positif attendu ($\beta_3 > 0$) ;
- β_4 : Signe positif attendu ($\beta_4 > 0$).

Les signes attendus des coefficients sont les suivants :

- $\beta_1 > 0$: les dépenses publiques d'investissement sont supposées exercer un effet positif sur la croissance économique ;
- $\beta_2 < 0$: les dépenses publiques de fonctionnement sont présumées avoir un

impact négatif sur la croissance, bien que leur influence puisse varier selon leur composition et leur efficacité ;

- $\beta_3 > 0$: l'investissement est attendu comme un facteur favorable à la croissance économique ;
- $\beta_4 > 0$: l'ouverture commerciale est supposée stimuler l'activité économique et, par conséquent, la croissance.

Cette spécification permet d'évaluer les effets respectifs des dépenses publiques et des variables de contrôle sur la croissance économique dans le cadre de l'analyse empirique.

3.4. Justification du modèle ARDL

L'approche ARDL (Autoregressive Distributed Lag) de Pesaran, Shin et Smith (2001) est retenue pour plusieurs raisons :

1. Elle accepte des variables intégrées d'ordre $I(0)$ et $I(1)$.
2. Elle est adaptée aux petits échantillons.
3. Elle permet d'estimer simultanément les effets de court et de long terme.
4. Elle convient particulièrement aux données macroéconomiques de la RDC.

3.5. Procédure d'estimation

Étape 1 : Analyse descriptive des données

La première étape consiste à effectuer une analyse descriptive des variables retenues dans l'étude afin d'apprécier leurs principales caractéristiques statistiques. Cette analyse repose notamment sur le calcul des indicateurs suivants :

- la moyenne ;
- la médiane ;
- l'écart-type ;
- la valeur minimale ;
- la valeur maximale.

Ces statistiques descriptives permettent de résumer les données, d'évaluer leur dispersion et d'obtenir une première compréhension du comportement des variables avant la mise en œuvre des analyses économétriques.

Étape 2 : Vérification de la stationnarité des séries

Avant l'estimation du modèle, il est nécessaire d'examiner les propriétés statistiques des séries temporelles à l'aide de tests de racine unitaire. À cet effet, les tests suivants sont mobilisés :

- Test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) ;
- Test de Phillips-Perron (PP).

Ces tests permettent de déterminer le degré d'intégration des variables et de vérifier qu'aucune série n'est intégrée d'ordre supérieur à un.

Les hypothèses soumises au test sont les suivantes :

- Hypothèse nulle (H_0) : la série comporte une racine unitaire, ce qui implique qu'elle est non stationnaire ;
- Hypothèse alternative (H_1) : la série ne comporte pas de racine unitaire et est donc stationnaire.

La décision de rejeter ou non l'hypothèse nulle repose sur la comparaison entre la statistique de test et les valeurs critiques, ou encore sur l'examen de la probabilité associée (p-value). Une p-value inférieure au seuil de signification retenu conduit au rejet de l'hypothèse nulle en faveur de la stationnarité de la série.

Étape 3 : Test de cointégration ARDL Bounds Test

Cette étape consiste à vérifier l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre les variables du modèle à l'aide du test des bornes (Bounds Test) proposé par Pesaran et ses coauteurs.

Les hypothèses testées sont les suivantes :

H_0 : Absence de relation de long terme

H_1 : Existence d'une relation de long terme

La décision est prise en comparant la statistique F calculée aux valeurs critiques inférieure et supérieure du test des bornes. Si la statistique F est supérieure à la borne supérieure, l'hypothèse nulle est rejetée en faveur de l'existence d'une relation de long terme entre les variables.

Étape 4 : Estimation des coefficients de long terme

Le produit intérieur brut (PIB_t) est modélisé comme une fonction des investissements directs ($DINV_t$), du coût du capital ($DCOU_t$), de l'investissement (INV_t), du degré d'ouverture commerciale (OUV_t) et du taux d'inflation (INF_t) :

$$PIB_t = f(DINV_t, DCOU_t, INV_t, OUV_t, INF_t)$$

Étape 5 : Modèle à correction d'erreur (ECM)

Le modèle à correction d'erreur (Error Correction Model, ECM), qui permet de capturer à la fois les dynamiques de court terme et le mécanisme

d'ajustement vers l'équilibre de long terme, s'exprime comme suit :

$$\Delta PIB_t = \alpha_0 + \sum \alpha_i \Delta X_{it} + \lambda ECM_{t-1} + \mu_t$$

Où :

ΔPIB_t : Représente la variation du produit intérieur brut à la période t ;

ΔX_{it} : Désigne la variation des variables explicatives ;

α_0 : la constante ;

α_j : Mesure les effets de court terme des variables explicatives ;

ECM_{t-1} : Correspond au terme de correction d'erreur retardé d'une période ;

λ : C'est le coefficient de rappel à l'équilibre de long terme ;

μ_t : représente le terme d'erreur aléatoire.

Pour qu'un mécanisme de correction d'erreur soit valide, le coefficient λ doit être négatif et statistiquement significatif. Cela indique que les écarts par rapport à l'équilibre de long terme sont progressivement corrigés au cours du temps.

Étape 6 : Vérification de la validité du modèle à travers les tests diagnostiques

Afin d'évaluer la robustesse et la fiabilité des estimations obtenues, plusieurs tests diagnostiques sont réalisés :

- Test de Breusch-Godfrey : permet de détecter la présence d'une autocorrélation des résidus ;
- Test de White : sert à vérifier l'existence d'une hétéroscédasticité des erreurs ;
- Test de Jarque-Bera : évalue la conformité des résidus à l'hypothèse de normalité ;
- Test RESET de Ramsey : examine la bonne spécification fonctionnelle du modèle estimé.

Ces tests permettent de s'assurer que les hypothèses fondamentales du modèle économétrique sont respectées et que les résultats obtenus sont statistiquement fiables.

Étape 7 : Test de stabilité

Afin de s'assurer que les paramètres du modèle restent stables sur toute la période d'étude, une analyse de stabilité structurelle est effectuée à l'étape 7.

- CUSUM ;
- CUSUMSQ.

Tableau1 : Définition des variables

Variables	Symbole	Mesure	Signe attendu
Croissance économique	PIB	Taux de croissance du PIB réel (%)	Variable dépendante
Dépenses publiques d'investissement	DINV	% du PIB ou dépenses d'investissement publiques	+
Dépenses publiques courantes	DCOU	% du PIB ou dépenses courantes	+/-
Investissement privé	INV	Formation brute de capital fixe (% PIB)	+
Ouverture commerciale	OUV	(Exportations + Importations)/PIB	+
Inflation	INF	Variation annuelle de l'IPC (%)	-

Source : Auteurs

Tableau2 : Récapitulatif de la démarche économétrique

Étapes	Méthodes	Objectifs
1	Statistiques descriptives	Décrire les variables
2	Test ADF et PP	Vérifier la stationnarité
3	ARDL Bounds Test	Vérifier la cointégration
4	Estimation ARDL	Mesurer les effets de long terme
5	ECM	Analyser les ajustements de court terme
6	Tests diagnostiques	Vérifier la robustesse du modèle
7	CUSUM et CUSUMSQ	Vérifier la stabilité des coefficients

Source : Auteurs

Hypothèse principale de recherche

Dans le cadre de cette étude, il est supposé que

l'investissement public constitue un moteur important de la dynamique économique.

H₁ : Les dépenses publiques d'investissement exercent un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique.

4. Résultats empiriques et discussion**4.1. Résultats de l'estimation du modèle ARDL**

L'estimation du modèle ARDL montre l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique et la composition des dépenses publiques en République démocratique du Congo. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau3: Résultats du modèle ARDL (effets de long et court terme)

Variables	Coefficient (Long terme)	Statistique t	Probabilité	Interprétation
lnDINV (Dépenses d'investissement)	0.421	3.85	0.001	Effet positif et significatif
lnDCOU (Dépenses courantes)	-0.183	-2.11	0.041	Effet négatif significatif
lnINV (Investissement privé)	0.356	3.02	0.004	Effet positif significatif
lnOUV (Ouverture commerciale)	0.214	2.47	0.018	Effet positif significatif
INF (Inflation)	-0.097	-2.68	0.012	Effet négatif significatif
Constante	1.842	4.10	0.000	Significative

Source : Auteurs

R²=0.78

F-statistic=15.62(0.000)

Test de cointégration ARDL : Existence d'une relation de long terme confirmée

4.2. Modèle à correction d'erreur (ECM)

Tableau 4 : Dynamique de court terme et mécanisme d'ajustement

Variables	Coefficient	t-stat	Probabilité
$\Delta \ln \text{DINV}$	0.298	2.91	0.006
$\Delta \ln \text{DCOU}$	-0.121	-2.03	0.045
$\Delta \ln \text{INV}$	0.201	2.44	0.019
$\Delta \ln \text{OUV}$	0.156	2.11	0.038
$\Delta \ln \text{F}$	-0.072	-2.22	0.031
ECM(-1)	-0.64	-4.87	0.000

Source : Auteurs

4.3. Interprétation des résultats

Le coefficient du terme de correction d'erreur (ECM = -0.64) est négatif et hautement significatif, ce qui confirme l'existence d'un mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme. Ainsi, environ 64 % des déséquilibres de court terme sont corrigés chaque année, traduisant une vitesse d'ajustement relativement élevée de l'économie congolaise.

Les résultats révèlent plusieurs enseignements majeurs :

- ✓ Les dépenses publiques d'investissement (DINV) exercent un effet positif, fort et significatif sur la croissance économique. Elles constituent donc un levier central de la performance économique.
- ✓ Les dépenses courantes (DCOU) ont un effet négatif, confirmant une structure budgétaire relativement peu productive.
- ✓ L'investissement privé joue un rôle complémentaire important dans la dynamique de croissance.
- ✓ L'ouverture commerciale favorise la croissance en renforçant l'intégration de l'économie congolaise aux marchés internationaux.
- ✓ L'inflation affecte négativement la croissance, traduisant une instabilité

macroéconomique défavorable à l'activité économique.

4.4. Tests de robustesse et stabilité

Les tests diagnostiques confirment la validité du modèle :

Test	Résultat	Conclusion
Breusch-Godfrey	$p > 0.05$	Absence d'autocorrélation
White	$p > 0.05$	Homoscédasticité des erreurs
Jarque-Bera	$p > 0.05$	Normalité des résidus
Ramsey RESET	$p > 0.05$	Modèle correctement spécifié
CUSUM & CUSUMSQ	À l'intérieur des bandes	Stabilité structurelle confirmée

Source : Auteurs

4.5. Synthèse des résultats

Dans l'ensemble, les résultats empiriques confirment que la croissance économique en RDC dépend fortement de la qualité de la composition des dépenses publiques. Le modèle met en évidence une domination des effets positifs des dépenses d'investissement par rapport aux dépenses courantes.

Ainsi, l'hypothèse principale de recherche est validée :

les dépenses publiques d'investissement exercent un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique en RDC.

5. Discussion

Les résultats empiriques obtenus à partir du modèle ARDL appliqué à la République démocratique du Congo confirment, dans une large mesure, les enseignements de la théorie de la croissance endogène. En effet, l'effet positif, significatif et robuste des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique valide l'hypothèse selon laquelle les dépenses productives constituent un levier essentiel de l'accumulation du capital physique et du renforcement des capacités productives.

La littérature économique montre que l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique est profondément débattu depuis les travaux fondateurs de Keynes (1936), qui mettent en avant leur rôle de soutien à la demande globale et à l'investissement. À l'opposé, Barro (1990) souligne les risques d'effet d'éviction du secteur privé, remettant en cause leur efficacité lorsqu'elles sont mal orientées. Les travaux de Aschauer (1989) et Barro (1991) confirment cependant que les dépenses publiques productives, notamment en infrastructures, peuvent stimuler la croissance à long terme. Néanmoins, Devarajan, Swaroop et Zou (1996) montrent que l'efficacité des dépenses dépend de leur composition et que certaines dépenses courantes peuvent être plus productives que les dépenses d'investissement dans certains contextes. Dans la même logique, Bose, Haque et Osborn (2007) insistent sur le rôle des investissements en capital humain, tandis que Rajkumar et Swaroop (2008) mettent en évidence l'importance décisive de la qualité institutionnelle. En Afrique, Gupta et al. (2005) et Afonso et al. (2010) montrent que l'efficacité des dépenses publiques dépend davantage de leur allocation que de leur niveau global. Dans le cas de la RDC, les travaux de Mabi Mulumba (2014) et Ngoy Kenga (2018) confirment un impact positif mais limité des dépenses publiques, en raison des faiblesses institutionnelles. Globalement, la littérature converge vers l'idée que la structure des dépenses publiques est déterminante pour la croissance économique. Ainsi, cette étude s'inscrit dans cette perspective en analysant empiriquement les effets différenciés des dépenses d'investissement et des dépenses courantes sur la croissance en RDC.

En définitive, cette étude montre que : (i) les dépenses publiques d'investissement constituent un moteur essentiel de la croissance ; (ii) les dépenses courantes réduisent l'efficacité globale de la dépense publique ; (iii) la structure budgétaire joue un rôle déterminant dans la performance économique et (iv) la qualité institutionnelle reste un facteur implicite mais central dans la transmission des effets budgétaires.

Ces résultats appellent à une réallocation stratégique des ressources publiques vers les dépenses productives, condition indispensable pour soutenir une croissance durable et inclusive en République démocratique du Congo.

6. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser l'influence de la composition des dépenses publiques sur la croissance économique en République démocratique du Congo. Plus précisément, elle visait à déterminer les effets respectifs des dépenses publiques d'investissement et des dépenses publiques courantes sur la dynamique de croissance économique.

L'analyse théorique a montré que les dépenses publiques peuvent constituer un puissant instrument de stimulation de l'activité économique lorsqu'elles sont orientées vers des secteurs productifs tels que les infrastructures, l'éducation et la santé. La revue empirique a également révélé que les effets des dépenses publiques sur la croissance dépendent largement de leur composition ainsi que de l'environnement institutionnel dans lequel elles sont exécutées.

Les résultats économétriques obtenus à partir du modèle ARDL indiquent l'existence d'une relation de long terme entre la composition des dépenses publiques et la croissance économique. Les dépenses publiques d'investissement apparaissent comme un facteur favorable à la croissance, tandis que les dépenses publiques courantes produisent des effets relativement faibles et parfois défavorables.

Ces résultats conduisent à rejeter l'idée selon laquelle toutes les dépenses publiques contribueraient de manière identique à la croissance économique. Ils mettent plutôt en évidence l'importance d'une allocation efficiente des ressources publiques vers les secteurs à forte productivité économique et sociale.

Sur le plan des politiques publiques, cette étude recommande aux autorités congolaises de renforcer la part des dépenses d'investissement dans le budget de l'État, d'améliorer l'efficacité de la gestion des finances publiques et de promouvoir une gouvernance plus transparente afin d'accroître l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique.

Enfin, cette recherche présente certaines limites liées à la disponibilité des données et à la mesure de l'efficacité réelle des dépenses publiques. De futures recherches pourraient intégrer des variables institutionnelles, des indicateurs de gouvernance ou encore des modèles non linéaires afin d'approfondir la compréhension des mécanismes par lesquels les

dépenses publiques influencent la croissance économique en République démocratique du Congo.

Références

- Afonso, A., Schuknecht, L., & Tanzi, V. (2010). Public sector efficiency: Evidence for new EU member states and emerging markets. *Applied Economics*, 42(17), 2147–2164. <https://doi.org/10.1080/00036840701765460>
- Aschauer, D. A. (1989). Is public expenditure productive? *Journal of Monetary Economics*, 23(2), 177–200. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(89\)90047-0](https://doi.org/10.1016/0304-3932(89)90047-0)
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125. <https://doi.org/10.1086/261726>
- Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407–443. <https://doi.org/10.2307/2937943>
- Bose, N., Haque, M. E., & Osborn, D. R. (2007). Public expenditure and economic growth: A disaggregated analysis for developing countries. *Manchester School*, 75(5), 533–556. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.2007.01028.x>
- Devarajan, S., Swaroop, V., & Zou, H. F. (1996). The composition of public expenditure and economic growth. *Journal of Monetary Economics*, 37(2), 313–344. [https://doi.org/10.1016/S0304-3932\(96\)90039-2](https://doi.org/10.1016/S0304-3932(96)90039-2)
- Gemmell, N., Kneller, R., & Sanz, I. (2011). The timing and persistence of fiscal policy impacts on growth: Evidence from OECD countries. *Economic Journal*, 121(550), F33–F58. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2010.02414.x>
- Gupta, S., Clements, B., Baldacci, E., & Mulas-Granados, C. (2005). Fiscal policy, expenditure composition, and growth in low-income countries. *Journal of International Money and Finance*, 24(3), 441–463. <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2005.01.004>
- Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.
- Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326. <https://doi.org/10.1002/jae.616>
- Rajkumar, A. S., & Swaroop, V. (2008). Public spending and outcomes: Does governance matter? *Journal of Development Economics*, 86(1), 96–111. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2007.08.003>
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002–1037. <https://doi.org/10.1086/261420>
- Banque mondiale. (2024). *World Development Indicators*. Washington, DC: World Bank.
- Fonds monétaire international. (2024). *International Financial Statistics*. Washington, DC: IMF.